

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 MAI 1921.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION

XXXI

Revision des articles 122 et 123 de la Constitution (1).

GARDE-CIVIQUE.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HELLEPUTTE.

MESSIEURS,

Deux articles de la Constitution se rapportent à la garde-civique.

L'article 122 l'institue, réserve à la loi son organisation et stipule que les

(1) *Doc. parl.*, Chambre (session de 1919-1920) :

Déclarations du Pouvoir législatif (*Moniteur* du 23 octobre 1919, n° 296) et *Règlement de procédure*, n° 47^I.

Rapport de M. Neujean concernant l'article 39, n° 287^{III}.

Rapport de M. Troclet concernant l'article 47, n° 288^{IV}.

Rapport de M. Carton de Wiart concernant l'article 48, n° 289^V.

Rapport de M. Poncelet concernant l'article 49, n° 290^{VI}.

Rapport de M. Troclet concernant l'article 50, n° 291^{VII}.

Rapport de M. Neujean concernant l'article 51, n° 292^{VIII}.

Rapport de MM. Neujean, Poncelet et Troclet concernant l'article 52, n° 293^{IX}.

Amendement à l'article 52, n° 358^X.

Amendement à l'article 47, n° 364^{XI}.

Rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 52, n° 379^{XII}.

Rapport complémentaire de M. Poncelet concernant l'article 49, n° 380^{XIII}.

Premier rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 47, n° 427^{XIV}.

Deuxième rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 47, n° 453^{XV}.

(Voir suite des notes page 2.)

titulaires de tous les grades, jusqu'à celui de capitaine au moins, sont nommés par les gardes, sauf les exceptions jugées nécessaires pour les comptables.

L'article 123 déclare que la mobilisation de la garde-civique ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.

Aux termes de la loi la mission de la garde-civique est de veiller au maintien de l'ordre et des lois, à la conservation de l'Indépendance nationale et de l'intégrité du territoire.

Elle se compose des Belges, et des Étrangers admis à établir leur domicile en Belgique, qui n'ont pas fait de service personnel dans l'armée.

Il est clair que la revision des articles 122 et 123 s'impose. Si la garde-civique est maintenue, la loi qui l'organise devra être modifiée.

Il n'y aura plus dans quelques années de Belges n'ayant pas fait de service personnel dans l'armée.

En cas de mobilisation de l'armée, tous les Belges en âge de servir seront rappelés sous les drapeaux. Par le fait même, la garde-civique sera incorporée dans l'armée.

Quant à l'élection des gradés par les gardes, c'est l'une des dispositions qui ont causé le plus de difficultés à une bonne organisation de la garde-civique.

Si elle a été maintenue jusqu'à présent, c'est à raison de son caractère constitutionnel. On l'aurait certainement abolie en 1897, lors de la revision de la loi sur la garde-civique, si l'on n'avait reculé devant les difficultés d'une revision constitutionnelle.

Doc. parl., Sénat : n° 128, 129, 130, 132, 137, 143, 199, 200 et 229 de la session de 1919-1920.

Moniteur Belge : 3 décembre 1920, sanction des articles 48, 50 et 52 (15 novembre 1920).

Moniteur Belge : 10 février 1921, sanction de l'article 47 et de la disposition transitoire s'y rapportant (7 février 1921).

Doc. parl., Chambre (session de 1920-1921).

Rapport de M. Masson concernant les articles 26, 27 alinéa 2, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} et 57, n° 94^{XVI}.

Amendements à l'article 26, n° 103^{XVII}.

Amendements à l'article 53, n° 133^{XVIII} et 149^{XIX}.

Disposition transitoire annexée à l'article 53, n° 155^{XX}.

Rapport de M. Masson concernant la disposition transitoire à l'article 53, n° 160^{XXI}.

Rapport de M. Max concernant l'article 108, alinéa 2, n° 2°, n° 206^{XXII}.

Rapport de M. Huysmans concernant le referendum (art. 26), n° 207^{XXIII}.

Amendement du Gouvernement à l'article 108, alinéa 2, 2°, n° 242^{XXIV}.

Proposition de M. Troclet (consultation populaire), n° 243^{XXV}.

Amendement de M. Van Remoortel à la proposition de M. Troclet (art. 26), n° 246^{XXVI}.

Rapport de M. Begerem concernant les Cours d'appel (art. 104), n° 248^{XXVII}.

Rapport de Mechelynck concernant la Cour de Cassation (art. 93, al. 1^{er}), n° 254^{XXVIII}.

Rapport de M. Masson concernant la Procédure de revision (art. 131), n° 253^{XXIX}.

Amendements de MM. Lemonnier et Troclet (referendum), n° 259^{XXX}.

Doc. parl., Sénat : n° 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 107 et 129 (sessions de 1920-1921).

(2) Composition de la Commission, n° 50^{II} de la session 1919-1920.

La Commission propose en conséquence de supprimer l'article 123 et le deuxième paragraphe de l'article 122.

Faut-il aller plus loin, supprimer la garde-civique elle-même et biffer l'article 122 tout entier?

Deux opinions se sont fait jour au sein de la Commission.

Certains membres estiment que la garde-civique, qui d'ailleurs est inactive depuis l'armistice, ne peut plus être d'aucune utilité.

D'autres au contraire estiment qu'il convient de la conserver, sauf à la mettre en rapport avec la situation nouvelle résultant des modifications qui ont été, et qui seront apportées à notre organisation militaire.

Ils croient que si la garde-civique a été utile jusqu'à présent elle sera désormais nécessaire.

Comme toutes nos institutions la garde-civique a eu ses adversaires et ses partisans.

Il est cependant un hommage qu'il y a lieu de lui rendre et dont personne ne pourra contester la légitimité. C'est que jamais elle n'a hésité à répondre aux appels qui lui étaient adressés quand il s'agissait de la défense du pays.

Dès le 18 janvier 1831, en présence des difficultés avec la Hollande, le Congrès national décréta l'organisation du premier ban de la garde-civique; la garde-civique participa, avec l'armée, à la défense du pays.

En 1870, lors de la mobilisation de l'armée, le Gouvernement demanda au commandant des chasseurs-éclaireurs de Bruxelles si son bataillon serait disposé à entrer en campagne. Le major réunit ses hommes. Tous, ils étaient quatre cents, à l'exception de deux qui firent valoir des considérations d'âge et de famille, déclarèrent que dans les vingt-quatre heures ils seraient à la disposition du Gouvernement.

D'ailleurs, pendant que l'armée belge surveillait la frontière, la garde-civique fut chargée du service de garnison.

Et comment oublierions-nous l'empressement avec lequel la garde-civique, à part quelques exceptions, a répondu à tous les appels qui lui ont été adressés au début de la guerre en 1914?

Si elle n'a pas rendu plus de services qu'elle ne l'a fait, c'est parce qu'on ne les lui a pas demandés.

Ce n'est pas à sa demande qu'elle a été licenciée à Ostende.

Nombre de gardes ont d'ailleurs demandé à servir dans l'armée.

A peine était-elle licenciée, que l'erreur commise est apparue aux yeux de tous. Il a fallu renforcer les effectifs de l'armée en faisant appel au service volontaire d'abord, en recourant au service général et obligatoire ensuite.

Or la garde-civique aurait pu fournir tout de suite des milliers d'hommes, qui tous avaient reçu un commencement d'instruction militaire et connaissaient, au moins, le maniement du fusil. Beaucoup, ceux des corps spéciaux, avaient reçu une formation plus complète. Elle aurait aussi été à même de pourvoir, dans une mesure appréciable, au besoin d'officiers qui se faisait si vivement sentir.

Plusieurs de nos membres ont reçu récemment une lettre émanant de la Fédération patriotique des anciens officiers de la garde-civique, dont le siège est à Anvers.

Nous en extrayons le passage suivant :

« La garde-civique a de tout temps rendu des services signalés à la cause publique.

» Spécialement en ce qui concerne Anvers il convient de remarquer que le maintien de l'ordre a été assuré grâce à l'intervention de cette institution, lors de troubles, de grèves au port et ce sans effusion de sang.

» Il existait en outre au sein de la garde-civique des cercles ou sections ayant un intérêt patriotique (tir, escrime) dont l'utilité a été reconnue.

» Au moment où la guerre éclata la garde-civique d'Anvers fut militarisée, c'est-à-dire placée sous le commandement des chefs de l'armée. Elle assura tous les services qu'on réclama, notamment le service des colombiers militaires exécuté par une batterie d'artillerie; le ravitaillement fut organisé par ses soins, même jusqu'aux premières lignes avancées; il fut organisé un groupe de cyclistes; le service de l'artillerie fut mené conjointement avec l'armée, des mesures furent prises pour éviter une attaque brusquée de la position fortifiée, par l'ennemi; le service de l'armement fut intense après que les hommes de Liège, de Bruxelles, de Louvain furent incorporés en partie à Anvers, le réduit national en septembre 1914. La garde-civique fit un service ininterrompu jusqu'à la chute de la place et parvint par sa présence jusqu'à la dernière minute, après la retraite de l'armée, à arrêter momentanément la marche en avant du gros de la troupe ennemie.

» Les autorités décidèrent de renoncer au service de la garde-civique après le 8 octobre 1914, pour des motifs qui restent ignorés, alors cependant qu'un arrêté royal du 10 septembre 1914, promouvant le général-major Alex. Mols au grade de lieutenant général, s'exprime comme suit :

« Voulant honorer, tout particulièrement les grands services rendus par la » garde-civique d'Anvers.

» Des gardes-civiques tombèrent au champ d'honneur, d'autres furent blessés ou faits prisonniers par l'ennemi, d'autres encore se sont conduits vaillamment au feu. »

La même chose pourrait être dite, sauf quelques réserves pour des cas spéciaux, des gardes-civiques des autres villes du pays.

Ce rappel du passé ne constitue évidemment pas un argument décisif en faveur du maintien de la garde-civique. Il nous a paru cependant qu'il est juste de reconnaître les services que cette institution a rendus afin qu'on ne puisse invoquer contre elle, comme on l'a fait parfois, sa prétendue inutilité.

Il est d'autres considérations, qui plaident en faveur de son maintien.

Il est clair que dans nos villes, dans nos communes de quelque importance, il faut prévoir la possibilité d'organiser des services d'ordre.

Nous entendons par là non seulement des services ayant pour objet d'assurer le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique, mais encore des services à organiser en cas de manifestations publiques, de fêtes nationales, patriotiques, populaires, de visites de notabilités étrangères, de chefs d'État, manifestations dont il y a lieu de relever l'éclat et d'assurer la bonne ordonnance.

Sans doute, dans les grandes villes on peut compter sur la police ordinaire, parfois assez nombreuse.

Mais dans bien des cas, le nombre d'hommes dont l'autorité communale pourrait disposer serait insuffisant.

Augmenter l'effectif de la police, pour répondre à ces besoins intermittents, on n'y pourrait songer; la dépense serait énorme et hors de proportion avec le service à rendre.

Dans les villes de moindre importance, dans nos communes populeuses la chose serait encore plus difficile, sinon impossible. Restent la gendarmerie et l'armée.

La gendarmerie est un corps excellent, un corps d'élite peut-on dire, mais il est extrêmement coûteux.

L'augmenter dans des proportions considérables, pour des services à rendre dans d'exceptionnelles et rares circonstances, serait témoigner de peu de souci pour les finances de l'État.

Quant à l'armée, quel que soit son statut futur, une chose est certaine, c'est que la durée de service sera réduite à sa limite extrême et que dans les effectifs présents le nombre d'hommes à l'instruction dépassera toujours le nombre d'hommes totalement instruits.

Dès lors on ne peut songer à distraire nos soldats de leur besogne ordinaire pour les employer à des services qui n'ont avec leur formation que des rapports très éloignés. Ce serait une détestable utilisation du temps passé sous les drapeaux par nos jeunes gens.

Dès aujourd'hui on s'attache à réduire tous les services d'honneur en usage dans l'armée. Ce serait perdre le bénéfice de cette sage mesure que de charger l'armée de services nouveaux, très peu en rapport avec ses devoirs principaux. Songeons d'ailleurs que bien des communes et même des villes sont dépourvues de garnison. Il faudrait donc, pour obtenir le concours de l'armée, astreindre les hommes à des déplacements qui demanderaient beaucoup de temps et d'argent.

La garde-civique, au contraire, existe sur place. Elle est convoquée au moment où l'on en a besoin, elle est essentiellement qualifiée pour rendre des services passagers.

Disponible en tout temps, ses effectifs sont suffisants, elle ne coûte rien aux communes qui lui font appel, et presque rien au Trésor public.

Les raisons de son maintien sont nombreuses, il n'existe aucune raison de la supprimer.

Ajoutons que son organisation étant mise en rapport avec le nouveau statut de l'armée, ses éléments les plus anciens pourraient rendre en temps de guerre les services que dans d'autres pays on confie à l'armée dite territoriale, ou réserve de l'armée territoriale.

Ces considérations n'ont cependant pas décidé la Commission à proposer le maintien du paragraphe 1^{er} de l'article 22 ainsi conçu : « Il y a une garde-civique; l'organisation en est réglée par la loi. »

Il a paru à la majorité des membres que l'utilité, ou la nécessité du maintien de la garde-civique dépend surtout de l'organisation qui lui sera donnée.

Or il est impossible de dire dès à présent ce que serait, ou pourrait être cette

organisation qui dépendra, pour une part, du futur statut de l'armée. Dans ces conditions il a paru préférable de substituer au texte actuel, impératif dans sa forme, une rédaction, qui, sans s'opposer au maintien de la garde-civique, laisse à la législature le soin d'en décider.

La Commission propose en conséquence de rédiger ainsi l'article 122 :

« L'organisation d'une garde-civique est éventuellement réglée par la loi. »

Le Rapporteur,

G. HELLEPUTTE.

Le Président,

E. BRUNET.

ANNEXE AU N° 281

REVISION DES ARTICLES 122 ET 123 DE LA CONSTITUTION

GARDE-CIVIQUE

BIJLAGE VAN N° 281

HERZIENING VAN DE ARTIKELEN 122 EN 123 DER GRONDWET

BURGERWACHT

Textes actuels.**ART. 122.**

Il y a une garde-civique ; l'organisation en est en régie par la loi.

Les titulaires de tous les grades, jusqu'à celui de capitaine au moins, sont nommés par les gardes, sauf les exceptions jugées nécessaires pour les comptables.

ART. 123.

La mobilisation de la garde-civique ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.

Tegenwoordige teksten.**ART. 122.**

Er bestaat eene burgerwacht; de inrichting daarvan wordt door de wet geregeld.

De titularissen van alle graden, tot en met den graad van kapitein, worden, behoudens de voor de rekenplichtigen noodig geachte uitzonderingen, door de wachten benoemd.

ART. 123.

Het mobielmaken van de burgerwacht kan slechts krachtens eene wet geschieden.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 122.

*L'organisation d'une garde-civique
est éventuellement réglée par la loi.*

ART. 122.

*De inrichting eener burgerwacht
wordt bij voorkomend geval geregeld
door de wet.*

ART. 123.

(Supprimer cet article.)

ART. 123.

(Dit artikel te doen wegvallen.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MEI 1921.

COMMISSIE VOOR DE HERZIENING DER GRONDWET ⁽¹⁾.

XXXI

Herziening van de artikelen 122 en 123 der Grondwet ⁽¹⁾.

BURGERWACHT

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BELLEPUTTE.

MIJNE HEEREN,

De Grondwet behelst twee artikelen, welke op de Burgerwacht betrekking hebben.

Artikel 122 brengt haar tot stand, laat hare inrichting aan de wet over en

⁽¹⁾ Gedrukte stukken van de Kamer (zittingsjaar 1919-1920) :

Verklaringen van de Wetgevende Macht (Staatsblad, 23 October 1919, n^o 296) en

Na te komen regelen tot herziening, n^o 41^I.

Verslag van den heer Neujean over artikel 39, n^o 287^{III}.

Verslag van den heer Troclet over artikel 47, n^o 288^{IV}.

Verslag van den heer Carton de Wiart over artikel 48, n^o 289^V.

Verslag van den heer Poncelet over artikel 49, n^o 290^{VI}.

Verslag van den heer Troclet over artikel 50, n^o 291^{VII}.

Verslag van den heer Neujean over artikel 51, n^o 292^{XIII}.

Verslag van de heeren Neujean, Poncelet en Troclet over artikel 52, n^o 293^{IX}.

Amendement op artikel 52, n^o 358^X.

Amendement op artikel 47, n^o 364^{XI}.

Aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 52, n^o 379^{XII}.

Aanvullend verslag van den heer Poncelet over artikel 49, n^o 380^{XIII}.

Eerste aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 47, n^o 427^{XIV}.

Tweede aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 47, n^o 483^{XV}.

(Zie vervolg der nota's bladzijde 2.)

bepaalt dat de titularissen van alle graden, tot en met dien van kapitein, door de wachten worden benoemd, behoudens de uitzonderingen die voor de rekenplichtigen noodig geacht worden.

Artikel 123 verklaart dat de mobilisatie der burgerwacht slechts krachtens eene wet geschieden kan

Naar luid van de wet is de burgerwacht gelast te zorgen voor het behoud van de orde en van de wetten, voor het handhaven van 's Lands onafhankelijkheid en de onschendbaarheid van het grondgebied.

Zij bestaat uit de Belgen, en uit de Vreemdelingen aan wie machtiging werd verleend om hunne woonplaats in België te vestigen, die geen persoonlijke dienst in het leger hebben gedaan.

Het is klaar dat de herziening der artikelen 122 en 123 zich opdringt. Wordt de Burgerwacht behouden, dan moet de wet tot inrichting daarvan gewijzigd worden.

Binnen enkele jaren zullen in België geen burgers meer zijn, die niet persoonlijk in het leger hebben gediend.

Moet het leger gemobiliseerd worden, dan zullen al de Belgen, die dienstplichtig zijn, onder de wapens worden geworpen. Daardoor zelf zal de burgerwacht bij het leger worden ingelijfd.

Wat betreft de benoeming der gegradeerden door de wachten, deze bepaling is

Gedrukte stukken van den Senaat : n^os 128, 129, 130, 132, 137, 143, 199, 200, 229 van het zittingsjaar 1919-1920, n^o 130 van het zittingsjaar 1920-1921.

Belgisch Staatsblad : 3 December 1920, bekrachtiging der artikelen 48, 50 en 52 (15 November 1920).

Belgisch Staatsblad : 10 Februari 1921, bekrachtiging van artikel 47 en van de desbetreffende overgangsbepaling (7 Februari 1921).

Gedrukte stukken van de Kamer (zittingsjaar 1920-1921) :

Verslag van den heer Masson over de artikelen 26, 27, lid 2, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} en 57, n^o 94^{xvi}.

Amendementen op artikel 26, n^o 105^{xvii}.

Amendementen op artikel 53, n^os 133^{xviii} en 149^{xix}.

Overgangsbepaling gevoegd bij artikel 53, n^o 155^{xx}.

Verslag van den heer Masson over de overgangsbepaling bij artikel 53, n^o 160^{xx}.

Verslag van den heer Max over artikel 108, lid 2, n^o 2, n^o 206^{xxii}.

Verslag van den heer Huysmans over het referendum (art. 26), n^o 207^{xxiii}.

Amendement van de Regering op artikel 108, lid 2, 2^o, n^o 242^{xxiv}.

Voorstel van den heer Troclet (Volksraadpleging), n^o 243^{xxv}.

Amendement van den heer Van Remoortel op het voorstel-Troclet, n^o 243^{xxvi}.

Verslag van den heer Begerem over de Hoven van Beroep (art. 104), n^o 248^{xxvii}.

Verslag van den heer Mechelynck over het Verbrekingshof (art. 95, al. 1, n^o 254^{xxviii}).

Verslag van den heer Masson over de na te komen regelen tot herziening (art. 131), n^os 255^{xxix}.

Amendementen van de heeren Lemonnier en Troclet (referendum), n^o 259^{xxx}.

Gedrukte stukken van den Senaat : n^os 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 107 en 129 (zittingsjaar 1920-1921).

(2) Samenstelling van de Commissie, n^o 50ⁱⁱ van het zittingsjaar 1919-1920,

eene van die, welke het meest bezwaar hebben opgeleverd bij eene goede inrichting der burgerwacht.

Werd zij tot nog toe behouden, dan was het uit hoofde van haar grondwettelijk karakter. Ongetwijfeld zou men haar hebben ingetrokken in 1897, toen de wet op de Burgerwacht herzien werd, hadde men niet teruggedeinsd voor de moeilijkheden eener Grondwetsherziening.

Bijgevolg stelt de Commissie voor, artikel 123 en het tweede lid van artikel 122 te doen wegvallen.

Dient men verder te gaan, de Burgerwacht zelf af te schaffen en gansch het artikel 122 weg te laten?

Twee verschillende zienswijzen werden in de Commissie uiteengezet.

Sommige leden meenen dat de burgerwacht, welke overigens niet meer in werkelijken dienst is sedert den wapenstilstand, niet hetminste nut nog opleveren kan.

Anderen zijn integendeel van gevoelen, dat men ze dient te behouden, mits men haar in overeenstemming brengt met den nieuwen toestand, welke het gevolg is van de wijzigingen reeds gebracht of nog te brengen in onze legerinrichting.

Zij meenen dat de burgerwacht, zoo zij tot nu toe van nut was, voortaan noodzakelijk zal zijn.

Evenals al onze instellingen, heeft de Burgerwacht hare bestrijders en hare verdedigers gehad.

Toch dient men haar eene huldé te brengen, waarvan niemand de gegrondheid zal kunnen betwisten, namelijk dat zij nooit geaarzeld heeft gevolg te geven aan het beroep dat men op haar deed, telkens als het 's Lands verdediging gold.

Vanaf 18 Januari 1831, ten aanzien van de moeilijkheden met Holland, besliste het Nationaal Congres de inrichting van de eerste ban der Burgerwacht; de Burgerwacht droeg met het leger bij tot 's lands verdediging.

In 1870, toen het leger gemobiliseerd werd, vroeg de Regeering aan den bevelhebber van de Jagers-Verkenneren te Brussel of zijn bataljon zou geneigd zijn aan den veldtocht deel te nemen. De majoor vereenigde zijne mannen. Allen, zij waren ten getale van vierhonderd, uitgenomen twee die hun leeftijd en hun familieverplichtingen deden gelden, verklaarden dat zij, binnen vier en twintig uren, ter beschikking van de Regeering zouden zijn.

Overigens, terwijl het Belgisch leger de grens bewaakte, was de Burgerwacht met den garnizoensdienst belast.

En hoe zouden wij den ijver kunnen vergeten, waarmede de Burgerwacht, op eenige uitzonderingen na, al de oproepingen heeft beantwoord, welke tot haar bij den aanvang van den oorlog in 1914 werden gericht?

Heeft zij niet meer diensten bewezen, dan ligt dit aan het feit, dan men haar er niet meer heeft gevraagd.

Niet op hare aanvraag werd zij te Oostende afgedankt.

Tal van burgerwachten hebben overigens gevraagd om in het leger te mogen dienen.

Nauwelijks was zij afgedankt, of de begane fout stond klaar voor ieders oog. Immers, om de getalsterkte van het leger te verhoogen, was men verplicht voor,

eerst een beroep te doen op de vrijwilligers en daarna den algemeenen dienstplicht in te voeren.

Nu, de burgerwacht had onmiddellijk duizenden manschappen kunnen leveren, die allen een begin van militair onderricht hadden genoten en althans het geweer konden hanteeren; velen onder hen, die der bijzondere korpsen, hadden eene meer volledige opleiding gekregen. Zij waren in staat geweest, in een niet geringe mate te voorzien in de behoefte aan officieren, welke zoo groot was.

Verscheidene onzer leden ontvingen onlangs een brief van den Vaderlandschen Bond derg ewezen officieren van de burgerwacht, welke te Antwerpen gevestigd is.

Daaraan ontleenen wij het volgende :

« Te allen tijde heeft de burgerwacht nitnemende diensten bewezen aan het gemeenebest.

» Inzonderheid wat Antwerpen betreft, dient er op gewezen te worden, dat het handhaven der orde, tijdens de ontlusten, werkstakingen aan de haven, verzekerd werd dank zij het optreden van deze instellingen, en wel zonder bloedvergieten.

» In den schoot van de burgerwacht bestonden bovendien kringen of afdelingen, die een vaderlandsch belang beoogden (schiet- en schermoeeningen) en waarvan het nut werd erkend.

» Toen de oorlog uitbrak, werd de burgerwacht van Antwerpen gemilitariseerd, m. a. w. onder het bevel van de legeroversten geplaatst. Zij verzekerde al de vereischte diensten, namelijk den dienst van de militaire duivenpost die gehecht was aan eene batterij artillerie; de bevoorrading werd door hare zorgen ingericht, zelfs tot in de eerste vooruitgeschoven linies; een groep wielrijders kwam tot stand; de dienst van de artillerie werd tegelijk met het leger geleid; maatregelen werden getroffen om een onverhoedschen aanval tegen de vesting door den vijand te vermijden; de dienst der bewapening was zeer bedrijvig nadat de manschappen van Luik, Brussel, Leuven gedeeltelijk werden ingelijfd te Antwerpen, dat in September 1914 's lands laatste verschan-sing was. Onafgebroken deed de burgerwacht dienst tot wanneer de vesting viel, en door hare aanwezigheid tot op den laatsten stond gelukte zij erin, na den aftocht van ons leger, tijdelijk den optocht van het gros der vijandelijke troepen te versperren.

» De overheden beslisten, van den dienst der burgerwacht af te zien na den 8ⁿ October 1914, om onbekend gebleven redenen, ofschoon Generaal-Majoor Alex. Mols tot den graad van luitenant-generaal werd bevorderd bij Koninklijk besluit van 10 September 1914, luidende :

» Willende een bijzonder blijk van eerbetuiging geven aan de burgerwacht van Antwerpen om de groote diensten door haar bewezen.

» Burgerwachten vielen op het veld van eer, andere werden gewond of door den vijand krijgsgevangen gemaakt, andere nog hebben zich dapper in den strijd gedragen. »

Hetzelfde kan, met voorbehoud van enkele bijzondere gevallen, gezegd worden van de burgerwachten van de overige steden van het land.

Wanneer wij aldus aan het verleden herinneren, beweren wij niet een afdoende

argument aan te voeren tot het behoud van de burgerwacht. Niettemin was het, onzes dunks, billijk, de door deze instelling bewezen diensten te erkennen, opdat tegen haar, zooals soms werd gedaan, hare zoogenaamde nutteloosheid niet zou kunnen worden ingeroepen.

Er zijn nog andere beschouwingen, die pleiten ten voordeele van het handhaven der instelling.

Klaar is het dat in onze steden, in onze gemeenten van eenig belang, de mogelijkheid om ordediensten in te richten moet worden ingezien.

Daaronder verstaan wij niet alleen diensten welke ten doel hebben de orde en de openbare veiligheid te verzekeren, maar ook diensten welke bij volksbetoogingen, nationale, vaderlandsche en volksfeesten, bij het bezoek van vreemde gezaghebbende personen of Staatshoofden, tot dezer luister en goede regeling moeten bijdragen.

Ongetwijfeld kan men in de groote steden, waar de politie vrij talrijk is, daartoe op de gewone politiemacht rekenen.

In menig geval echter zou de gemeenteoverheid niet over het vereischte getal manschappen kunnen beschikken.

Er valt niet aan te denken, de getalsterkte van de politie te verhoogen, alleen om in deze toevallige noodwendigheden te voorzien; de daartoe vereischte uitgave zou niet in verhouding zijn tot de gevraagde dienstverlening.

In de steden van minder belang, in onze volkrijke gemeenten zou de zaak nog bezwaarlijker, zoo niet onmogelijk zijn. Blijft daartoe de gendarmerie en het leger.

De gendarmerie is een uitstekend korps, een keurkorps, mag men zeggen, maar het kost zeer duur.

Men zou blijk geven van weinig bezorgdheid voor de Staatskas, zoo men dit korps in aanmerkelijke verhoudingen wilde versterken voor de diensten die het kan bewijzen in uitzonderlijke en zeldzame omstandigheden.

Wat het leger betreft, op welke wijze ook het later wordt ingericht, staat ééne zaak vast, namelijk, dat de dienstdtijd tot zijn uiterste mogelijkheid zal beperkt worden en dat, met de tegenwoordige legersterkte, het aantal manschappen, die men bezig is te onderrichten, het aantal van de geheel onderrichten altijd zal overschrijden.

Men kan er bijgevolg niet aan denken, onze soldaten te onttrekken aan hun gewone bezigheden om ze te belasten met diensten, die met hunne opleiding slechts in de verte eenige verwantschap bezitten. Men zou aldus een zeer laakbaar gebruik maken van den tijd, door onze jongelingen onder de wapens doorgebracht.

Van nu af aan tracht men al de diensten tot eerbetoon in het leger te verminderen. Die verstandige maatregel zou tot niets leiden, zoo men aan het leger nieuwe diensten, die met zijne hoofdbestemming bijna niets te maken hebben, oplegde. Denken wij er overigens aan, dat vele gemeenten en zelfs steden geen garnizoen hebben. Om dus de hulp van het leger te bekomen, zou men de manschappen moeten verplichten tot heen en weer trekken, wat veel tijd en geld zou eischen.

De burgerwacht bestaat daarentegen ter plaatse zelf. Zij wordt opgeroepen

als men ze noodig heeft. Zij is hoofdzakelijk aangewezen om tijdelijke diensten te bewijzen.

Altijd beschikbaar, met voldoende getalsterkte, kost zij niets aan de gemeenten, die zich tot haar richten, en kost zij bijna niets aan de Schatkist.

De redenen tot haar behoud zijn taalrijk, en er bestaat geen enkele reden om ze af te schaffen.

Voegen wij er bij dat, wordt eens hare inrichting in overeenstemming gebracht met de nieuwe regeling van het leger, de oudste harer leden diensten zouden kunnen bewijzen in oorlogstijd, diensten waarmee men in andere landen het zoo-genaamde territoriale leger of de reserve van het territoriale leger belast.

Deze beschouwingen hebben de Commissie er nochtans niet toe gebracht; het behoud van het eerste lid van artikel 122 voor te stellen, welk lid luidt : « Er bestaat eene burgerwacht ; de inrichting daarvan wordt door de wet geregeld. »

Aan de meerderheid der leden kwam het voor, dat het nut of de noodzakelijkheid van het behoud der burgerwacht vooral afhangt van de inrichting, welke men voor haar zal aannemen.

Nu, het is onmogelijk, reeds nu te zeggen welke die regeling zijn zou of zou kunnen zijn : zij hangt gedeeltelijk van de latere inrichting van het leger af. Onder die omstandigheden kwam het verkieslijk voor, den tegenwoordigen, door zijnen vorm gebiedenden tekst te vervangen door een tekst, die, zonder zich te verzetten tegen het behoud der burgerwacht, aan de wet de zorg overlaat om daarover te beslissen.

De Commissie stelt bijgevolg voor, artikel 122 te doen luiden : « De inrichting eener burgerwacht wordt bij voorkomend geval geregeld door de wet. »

De Verslaggever,
J. HELLEPUTTE

De Voorzitter,
E. BRUNET

ANNEXE AU N° 281

REVISION DES ARTICLES 122 ET 123 DE LA CONSTITUTION

GARDE-CIVIQUE

BIJLAGE VAN N° 281

HERZIENING VAN DE ARTIKELEN 122 EN 123 DER GRONDWET

BURGERWACHT

Textes actuels.

Tegenwoordige teksten.

ART. 122.

ART. 122.

Il y a une garde-civique ; l'organisation en est en réglée par la loi.

Les titulaires de tous les grades, jusqu'à celui de capitaine au moins, sont nommés par les gardes, sauf les exceptions jugées nécessaires pour les comptables.

Er bestaat eene burgerwacht; de inrichting daarvan wordt door de wet geregeld.

De titularissen van alle graden, tot en met den graad van kapitein, worden, behoudens de voor de rekenplichtigen noodig geachte uitzonderingen, door de wachten benoemd.

ART. 123.

ART. 123.

La mobilisation de la garde-civique ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.

Het mobielmaken van de burgerwacht kan slechts krachtens eene wet geschieden.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 122.

*L'organisation d'une garde-civique
est éventuellement réglée par la loi.*

ART. 122.

*De inrichting eener burgerwacht
wordt bij voorkomend geval geregeld
door de wet.*

ART. 123.

(Supprimer cet article.)

ART. 123.

(Dit artikel te doen wegvallen.)